

**Ne pas diffuser, directement ou indirectement, aux États-Unis ou distribuer,
directement ou indirectement, à des ressortissants des États-Unis**

Communiqué de presse

10 juin 2016



LA CADES LANCE UNE AUGMENTATION DE SOUCHE DE 600 MILLIONS D'EUROS SUR SON EMPRUNT OBLIGATAIRE 0,50% ECHEANCE 2023

La CADES (Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale) a lancé hier une émission assimilable à la ligne existante CADES 25 mai 2023. Cet emprunt de référence d'un montant initial de 3 milliards d'euros est porté aujourd'hui à 3,6 milliards d'euros.

Cette émission de 600 millions d'euros, dirigée par Crédit Agricole CIB et HSBC a été réalisée avec un écart de 9 points de base sur l'OAT correspondante, et offre un taux investisseur de 0,074% pour un prix d'émission de 102,946%.

L'exécution de cette transaction s'est faite en moins une journée. Elle est caractérisée par une contribution majoritairement française (52%). Viennent ensuite les pays européens pour 38% et enfin l'Asie pour 10%.

Cette opération permet à la CADES d'affirmer sa présence sur le marché obligataire et de poursuivre l'exécution de son programme de financement. Elle confirme la confiance des investisseurs français et européens dans la CADES.

Après cette opération, la CADES aura levé 13,3 milliards d'euros à moyen et long terme sur les marchés de capitaux depuis le 1^{er} janvier.

Toutes les informations concernant la CADES et ses émissions sont disponibles sur www.cades.fr.

CADES REMBOURSER LA DETTE – ASSURER LE FUTUR



Patrice Ract Madoux
Président du Conseil d'Administration
01 55 78 58 03
patrice.ract-madoux@cades.fr

Relations presse
Isabelle Dray
01 56 88 11 29
idray@actifin.fr



Relations investisseurs
Alexandre Commerot
01 56 88 11 11
acommerot@actifin.fr

Les présents documents écrits ne doivent pas être diffusés aux États-Unis. Les informations contenues dans les présentes ne constituent pas une offre de valeurs mobilières à vendre aux États-Unis.

Les présents documents ne doivent pas être diffusés, directement ou indirectement, aux États-Unis (y compris dans leurs territoires et possessions, un quelconque État des États-Unis et le District de Colombie). Les présents documents ne constituent pas ni ne font partie d'une offre ou d'une sollicitation d'achat ou de souscription de valeurs mobilières aux États-Unis. Les Billets auxquels il est fait référence dans les présentes n'ont pas été et ne seront pas inscrits en vertu de la Loi états-unienne de 1933 sur les valeurs mobilières, telle que modifiée (la « Securities Act »), et ne peuvent être proposés ou vendus aux États-Unis ou à des ressortissants des États-Unis à moins d'être inscrits en vertu de la Securities Act ou d'une exemption des obligations d'inscription de la Securities Act. Aucune offre publique de titres ne sera faite aux États-Unis.